

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 24/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ROSSI**

80 CHEMIN de BEAUCHAMP  
84170 Monteux

Références : D-0728-2025  
Code AIOT : 0006400546

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement ROSSI implanté 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROSSI
- 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006400546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROSSI, dont le siège social est situé au 80 Chemin de Beauchamp 84 170 MONTEUX, exploite une installation de recyclage et récupération de déchets ferreux et non ferreux, ainsi qu'un centre de traitement de Véhicules Hors d'usage (VHU) et broyeur agréé.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 3532, 2712-2, 2713-1, 2717-2, 2718-1, 2790-1-b, 2791-1 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2-b, et 2712-1-b de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 03 avril 2002 modifié.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 REP VHU
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/04/2025, article 2	Sans objet
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
3	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
4	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site accueille une activité de stockage de batterie, pour l'instant non soumise à la nomenclature des ICPE. Dès lors que ce sera le cas, l'exploitant pourra faire une demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis, conformément aux dispositions de l'article R. 513-1 du Code de l'environnement. La nomenclature susmentionnée a évolué, modifiant par conséquent certaines rubriques, que ce soit leur dénomination ou leurs seuils.

L'exploitant a contractualisé avec un éco-organisme, tel que le prévoit la réglementation en vigueur. Il procède au rachat des VHU auprès de particuliers, selon une procédure définie avec les documents requis. Il n'a pas été constaté de pratiques non réglementaires, obligeant les détenteurs à s'acquitter de frais de cession de véhicules.

Enfin, le site traite les VHU de leur réception à leur élimination et de ce fait l'exploitant n'émet pas de bordereaux de suivi de déchets (BSD). Il tient en revanche un registre des VHU entrants.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2025, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, -			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prescriptions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 avril 2002 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes. <b>ARTICLE 1.</b> Les Établissements ROSSI sont autorisés à exploiter une installation de récupération, achat, traitement, conditionnement, vente de fers, ferrailles, métaux ferreux et vieux matériels, ainsi que le commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles sur le territoire de la commune de MONTEUX, Zone Industrielle de Beauchamp. <b>Article 1.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</b> Les installations sont concernées par les rubriques suivantes :			
Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3532	A	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la Directive 91/271/CEE, par traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.	500 t/j par broyage
2712-2	A	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m².	Surface du dépôt : 1 000 m²
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2721, la	Surface du dépôt : 21 100 m²

		surface de l'installation étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	
2717-2	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, et 2793.</p> <p>La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale aux seuils À des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	Inox chromé : 49 tonnes
2718-1	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.</p>	Quantité maximale : 40 t
2790-1-b	A	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770, 2793.</p> <p>Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement dont la quantité de substances dangereuses ou</p>	Cisaillage : 49 t d'inox chromé

		préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 dont la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tj.	— Broyeur : 300 t/j, - Cisaille : 200 t/j, Total : 500 t/j
2710-2-b	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux dont le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup> et inférieur à 600 »m <sup>3</sup> .	Volume du dépôt : 500 m <sup>3</sup>
2712-1-b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>2</sup> et inférieur 30 000 m <sup>2</sup> .	Surface du dépôt : 20 000 m <sup>2</sup>
1435-3	D	Stations-service (installations, ouvertes ou non au public), où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs, le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence) distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 3 500 m <sup>3</sup> .	Quantité annuelle de gazole : Ceq = 400 m <sup>3</sup>
2564-A-2	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants	220 l

		organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l.	
2711-2	D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur 1 000 m <sup>3</sup> .	Volume du dépôt : 999 m <sup>3</sup>
2714-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Volume du dépôt : 999 m <sup>3</sup>
2716-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Volume du dépôt : 999 m <sup>3</sup>

[...]

(\*) A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : Non Classé.

[...]

#### Constats :

L'Inspection des Installations Classées a constaté que le classement des rubriques autorisées pour le site a évolué suite aux modifications de la nomenclature ICPE, de la manière qui suit :

Rubrique concernée	Modification de la nomenclature pour le site
2713-1	Passage du seuil A au seuil E
2717	Rubrique supprimée
2790-1-b	Cette rubrique devient la rubrique 2790, toujours au seuil A
2710-2-b	Cette rubrique concerne un dépôt supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> , tandis que le dépôt autorisé est de 500 m <sup>3</sup> dans l'AP. Le site n'est plus concerné par cette rubrique, mais par la rubrique 2710-2-a, dont le seuil concerne un dépôt supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>

2712-1-b	Cette rubrique devient la rubrique 2712-1, toujours au seuil E
1435-3	Cette rubrique devient la rubrique 1435-2 et le seuil passe de D à DC
2564-A-2	Cette rubrique devient la rubrique 2564-1-b et le seuil passe de D à DC
2711-2	Passage du seuil D à DC
2716-2	Passage du seuil D à DC

L'exploitant indique que ses seuils d'activité autorisés n'ont subi aucune modification depuis la prise de l'arrêté préfectoral. Ceci n'a pas été vérifié le jour de la visite. L'Inspection précise à l'exploitant qu'une nouvelle rubrique ICPE sera prochainement ajoutée dans la nomenclature pour le stockage des batteries et pour laquelle le site sera concerné puisqu'il exerce également cette activité.

Concernant la rubrique 2712 de la nomenclature ICPE, l'exploitant informe que la surface de 20 000 m<sup>2</sup> autorisée correspond à l'entièreté du site. Plus précisément, l'exploitant a préféré être autorisé pour cette surface car les VHU ne sont pas entreposés en une zone distincte, mais de manière éparpillée sur la totalité du site.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit être vigilant quant aux dépôts soumis aux rubriques 2711-2, 2714-2 et 2716-2 de la nomenclature ICPE, étant donné la proximité du seuil autorisé dans l'arrêté préfectoral (999 m<sup>3</sup> sous le seuil DC) avec celui de l'enregistrement (1000 m<sup>3</sup>).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des Installations Classées attire l'attention de l'exploitant sur la nouvelle rubrique qui sera ajoutée à la nomenclature ICPE et concernant le stockage de batteries.

Pour bénéficier de l'antériorité, il devra informer préfet de Vaucluse de cette mise en service de l'installation, antérieurement à la publication du décret modifiant la nomenclature susmentionnée, conformément aux dispositions de l'article R. 513-1 du Code de l'environnement.

Il est demandé à l'exploitant, lorsqu'il fera la demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis, de proposer une révision du tableau des rubriques à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2015 pour y inclure les modifications liées à l'évolution de la nomenclature.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de modifications notables apportées à son site, de son propre chef, celui-ci doit les porter à la connaissance du préfet de Vaucluse, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Obligation de contractualisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>
I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des



véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :

1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;

2° La dépollution des véhicules ;

3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

[...]

**Constats :**

L'Inspection des Installations Classées a constaté que l'exploitant a établi un contrat avec l'éco-organisme [REDACTED] le 19 novembre 2024, identifié par le numéro : [REDACTED]. Celui-ci a été signé par M. [REDACTED] représentant l'éco-organisme [REDACTED] et [REDACTED] représentant la société ROSSI. L'exploitant est en conformité avec l'article L. 541-10-26 de Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Obligation de reprise sans frais**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

**Prescription contrôlée :**

Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a été interrogé sur la procédure qu'il applique en cas de cession d'un VHU de la part d'un détenteur.

Celui-ci établit une copie de la carte d'identité du détenteur et récupère le certificat d'immatriculation du véhicule, barré par ce dernier. Il rachète le VHU au détenteur et lui fournit une facture. L'exploitant émet ensuite un récépissé de déclaration d'achat du VHU pour destruction, un certificat de cession, un certificat de destruction, ainsi qu'un certificat de situation administrative.

L'exploitant a montré l'ensemble des documents susmentionnés pour un détenteur lui ayant cédé son VHU. L'Inspection n'a pas constaté la présence sur site d'éventuelles indications relatives aux frais de cession. L'exploitant est donc en conformité avec l'article R. 543-155-II du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme. [...]
<b>Constats :</b>  Ce site VHU a pour particularité de ne pas être spécialisé uniquement dans l'entreposage et la dépollution des VHU, mais également dans leur destruction. Ainsi, il les traite intégralement, de leur réception à leur élimination. En outre, les VHU sont réceptionnés uniquement auprès de particuliers. L'exploitant n'émet donc pas de bordereaux de suivi de déchets (BSD).  En revanche, l'exploitant tient un registre des VHU réceptionnés, comprenant les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• un numéro d'identification propre au site ;</li><li>• l'immatriculation du véhicule, son numéro de série, sa marque, son modèle et son année de sortie ;</li><li>• son état (entré, dépollué, broyé) ;</li><li>• sa provenance (exclusivement les particuliers) ;</li><li>• sa date d'entrée et sa date d'élimination.</li></ul> Par conséquent, l'exploitant n'est pas concerné par l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite